

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1077

Artikel: Le Conseil des États zappé
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021813>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AVIONS DE COMBAT

La facture viendra

(réé) Denis Barrelet est journaliste parlementaire à «24 Heures». L'article qui suit est un commentaire de la décision du Conseil des Etats du jeudi 19 mars. Il aurait normalement dû paraître le lendemain dans le quotidien vaudois. Ça n'a pas été le cas. Fin février déjà, Denis Barrelet avait été interdit de commenter par la rédaction en chef sur le même sujet, lorsque la commission du Conseil des Etats avait pris sa décision. Conformément à son rôle qui est d'assurer le maintien de la pensée critique en Suisse romande et compte tenu de l'originalité des arguments fondant cette prise de position, «Domaine public» en a décidé la publication.

C'est bon à savoir. L'opinion majoritaire des Suisses n'intéresse pas beaucoup les conseillers aux Etats. Le peuple, à leur avis, est mal informé. Voilà tout. Avant les élections, les candidats s'étaient montrés infiniment plus nuancés...

On aimerait bien s'incliner devant la science de nos élus, si on n'avait pas la fâcheuse impression qu'en l'espèce, ce qui leur tient lieu de science, c'est plutôt de la «paresse mentale». Le mot est de Sergio Salvioni, radical tessinois.

Ainsi, on n'a cessé de répéter hier que l'Histoire est imprévisible, que les dangers peuvent ressurgir d'un jour à l'autre. Mais personne ne s'est donné la peine d'aller jusqu'au bout des scénarios possibles. Très vite, on s'apercevrait en effet que les seuls scénarios où le F/A-18 pourrait rendre service sont totalement irréalistes.

Conçu à l'époque de la guerre froide, soutenu par des pilotes dont on comprend l'attachement à la technologie de pointe, ce projet d'achat a suivi sa course presque automatique. Ce n'étaient pas les généraux qui allaient mettre en doute son utilité, eux qui ne sont pas précisément payés pour avoir une vision prospective du monde.

Le Conseil des Etats zappé

Les débats du Conseil des Etats sur l'acquisition des F/A-18 étaient, dès 8 heures du matin, retransmis en direct à la télévision.

La part d'audience, selon l'ATS, a été en Suisse romande de 0,6%. Soit 5000 personnes. On objectera que le matin les gens ont d'autres obligations. C'est vrai. Il y avait pourtant en Suisse romande quelques 100 000 postes allumés, pour d'autres émissions, jugées plus divertissantes.

«J'ai passé par des vallées d'hésitation», a confessé hier le conseiller fédéral Kaspar Villiger. Mais probablement que la pression de son entourage était trop forte pour qu'il opère le sursaut libérateur.

Les méthodes utilisées depuis pour forcer le projet sont bien dans une certaine tradition militaire. En décembre dernier, le commandant de corps Werner Jung, que j'interrogeais en conférence de presse sur la valeur du système Florida, avait juré qu'on tenait là «un système tout à fait adéquat pour le nouvel avion». Depuis la presque collision de Delémont au plus tard, on sait qu'il mentait.

Les F/A-18 peuvent attendre

Dans notre pays la revendication de la suppression de l'armée a été comprise comme un défi psychologique, un acte bousculant un moyen, qui était devenu une fin, un facteur d'identité nationale. Si pour d'aucuns il est véritablement question de se passer de défense armée, la ligne susceptible de trouver une majorité, sous la pression du mouvement, est cependant celle-ci: la fin des exportations d'armes, y compris les ventes de licences et le financement du trafic d'armes, le droit de se prononcer sur les dépenses militaires, la suppression d'excroissances comme la justice militaire, le service d'ordre de l'armée, etc, l'insertion d'une armée redimensionnée dans un service à la communauté, le service civil...

S'agissant de la «menace», il n'est pas difficile de nommer quelques foyers et sources d'inquiétudes: affrontements nationalistes dans le périmètre de l'ex-empire soviétique, conflits culturels (les intégrismes, par exemple), maldéveloppement

Et que penser de ces auditions publiques organisées par la commission du Conseil des Etats ? L'un des experts était payé par le constructeur américain, les deux autres se firent promettre le lendemain par le DMF plus de 3 millions de francs pour leurs instituts universitaires. Quant aux autres experts, plus remuants, ils furent entendus à portes closes.

Dommage. Dommage pour notre armée. Elle aura ses F/A-18, même si le score au Conseil national, en juin, sera plus serré. Mais elle le paiera cher, en perte de sympathie. Les vaches sacrées trop insolentes se font un jour rognier les cornes. Prochain rendez-vous: l'initiative sur les places d'armes, en septembre.

Dommage aussi pour l'Etat. Longtemps, on parlera dans les chaumières de cette dépense de prestige, de cet achat en total porte-à-faux avec les changements sur le continent, avec cette Europe dont le Conseil fédéral nous dit pourtant qu'elle est irrévocable, au point de devenir le but de notre politique. Lorsqu'il s'agira de voter de nouveaux impôts, les réactions ne manqueront pas.

Cette arrogance de nos élus va empoisonner le climat politique durablement. Oui, la facture viendra.

Denis Barrelet

mondial (paupérisation, équilibre démographie – ressources, défis écologiques planétaires), prolifération atomique et mégalomanie des chefs d'Etat...

La question est de savoir comment répondre au mieux à ces menaces. Cela me paraît tromper le peuple suisse que de lui faire croire qu'il suffit d'investir dans la défense militaire pour s'en protéger. Ce qui nous attend c'est un immense réajustement mondial; il faudra sans doute lever des impôts spéciaux pour venir à l'aide de l'Est — sans parler du Sud. Une guerre coûtera infiniment plus cher...

Les F/A-18 peuvent attendre...

On a besoin d'une politique de prévention, de priorité à la prévention, à l'action à la source. Miser sur la défense militaire principalement c'est se tromper de cible, c'est s'acheter une illusion de sécurité, c'est mal comprendre les causes des problèmes. Seule la satisfaction des besoins de la planète peut aider à prévenir les conflits.

Et la relance de notre économie occidentale essoufflée n'aura lieu aussi que dans la mesure où elle saura trouver le lien avec les vrais besoins de la planète.

René Longet